



COORDINATION
communiste
NORD | PAS DE CALAIS

**Pour la reconstruction
d'un particomuniste
révolutionnaire**

rassemblementcommuniste.fr coordcomm5962@rassemblementcommuniste.fr

Le capitalisme ne s'occupe pas de notre santé ! Occupons-nous du capitalisme !

La crise sanitaire que nous traversons est le fruit d'une destruction progressive de notre système de santé depuis plus de 20 ans.

Des hôpitaux victimes de sous-investissement depuis des années !

Les lits d'hôpitaux manquants, ce sont les lits supprimés par milliers depuis des années. Le bilan est lourd : 70.000 lits d'hôpital supprimés en 15 ans, une maternité sur trois fermée en 20 ans, sans oublier la centaine d'hôpitaux supprimés déjà depuis Hollande conduisant à—des déserts médicaux en zone rurale notamment. Résultat, le système de santé est au bord de l'implosion et incapable d'absorber le nombre de malades devant être hospitalisés durant cette pandémie de Covid19, obligeant dans les zones sous tensions à des déprogrammations d'opérations pour récupérer des lits : on déshabille Pierre pour habiller Paul. Malgré ces insuffisances criantes, cette politique de destruction se poursuit sans aucune honte par de nouvelles suppressions de lits : 28 au CHU de Besançon, à l'hôpital psychiatrique du Rouvray, 75 dans un service psychiatrique à Lyon,...

Pendant ce temps, des pays dits du « tiers monde » comme Cuba ont été capables d'envoyer des médecins y compris jusqu'en Italie pour juguler l'épidémie. La Martinique a aussi bénéficié de l'aide cubaine. Le Vietnam n'a déploré que 35 victimes quand la France approche des 100 000 morts. La Chine a été capable de construire un hôpital de 1 000 lits en 10 jours. C'est le résultat de choix politiques : les pays rescapés du camp socialiste ont fait le choix de la protection de leur population et non de l'enrichissement d'actionnaires.

Des soins de plus en plus chers, auxquels les précaires renoncent

La destruction du système de financement de la sécurité sociale nourrit la crise actuelle en contribuant à mettre en place un système d'accès aux soins à deux vitesses avec les franchises et autres dépassements d'honoraires qui mettent en péril le système de santé. Ainsi, de plus en plus de personnes renoncent à se soigner pour des questions de coût. En 2020, 14% de patients ont renoncé à se

soigner faute de revenus selon le Centre d'Observation de la Société. Cela provoque forcément une dégradation de leur état de santé et un risque accru de comorbidité face au virus. Les populations les plus précaires sont les plus exposées à ces risques de surcontamination par une forme grave du coronavirus. Selon Ameli, ce sont 2 personnes sur 3 qui ont renoncé à des soins pendant le 1^{er} confinement, la pauvreté étant un facteur aggravant puisque cela concerne 67% des personnes sans-emploi, 70% des parents isolés. Et il faut rajouter à cela le déremboursement d'un certain nombre de médicaments dits « de confort » !

Le « marché » de la Santé : des profits juteux !

Les confinements et semi-confinements à répétition sont le fruit de cette politique inconséquente et criminelle dans le domaine de la santé. Sanofi affiche 12,3 milliards d'euros de bénéfices nets en 2020, en progression de près de 340% sur 2019. Sur cette somme, 4 milliards vont être redistribués sous forme de dividendes. Le PDG français du laboratoire américain Moderna fait son entrée cette année dans le classement des grandes fortunes de plus d'un milliard de dollars.

La politique de la santé de la France s'inscrit dans la logique ultra-libérale de l'Union Européenne qui conduit à une marchandisation et une privatisation du système de soins dont la conséquence est l'exclusion des plus pauvres et des plus précaires : Sanofi licencie 1000 salariés en pleine crise sanitaire dont 400 dans le domaine de la recherche, tandis que Cuba a les moyens d'exporter ses vaccins dans le monde entier, notamment dans les pays pauvres. Comme pour la pénurie de masques pendant le premier confinement, la France, pays de Pasteur, est incapable d'assurer la protection de sa population, incapable de produire à temps son propre vaccin ! De plus, la France refuse la levée des brevets détenus par l'industrie pharmaceutique, ce qui aurait permis une accélération de la production.

Contre le capitalisme : exigeons une souveraineté sanitaire !

Face à ce scandale sanitaire, la Coordination Communiste exige plus de moyens pour les hôpitaux : réouverture des lits permettant au système hospitalier de répondre aux besoins des citoyens et d'affronter efficacement les chocs sanitaires et recrutement massif de personnels formés pour assurer une qualité de soins auprès de chaque patient. Elle exige aussi le retour à une véritable politique de prévention médicale permettant à chacun d'accéder aux soins dont il a besoin. Seule une prise en charge à 100% de l'ensemble des actes médicaux permettra de casser ce fonctionnement de classe de notre système de santé. Il faut stopper la marchandisation et la privation de la santé. Par ailleurs, il est temps de mettre en place une politique indépendante des lobbies pharmaceutiques en commençant par nationaliser sous contrôle ouvrier SANOFI.